

*Après trente ans de forte désindustrialisation, la Loire enregistre sur la dernière décennie une légère augmentation de l'emploi. Les territoires périphériques à Saint-Étienne et à Roanne sont les plus concernés par ce regain économique, au détriment des deux villes-centres qui voient leur poids relatif diminuer dans le département. Le fonctionnement économique ligérien, désormais moins centré sur la fabrication, s'apparente davantage à celui de la région. L'essor des activités de services et l'interconnexion avec l'aire métropolitaine lyonnaise qui s'intensifie sont des facteurs de développement futurs pour la Loire.*

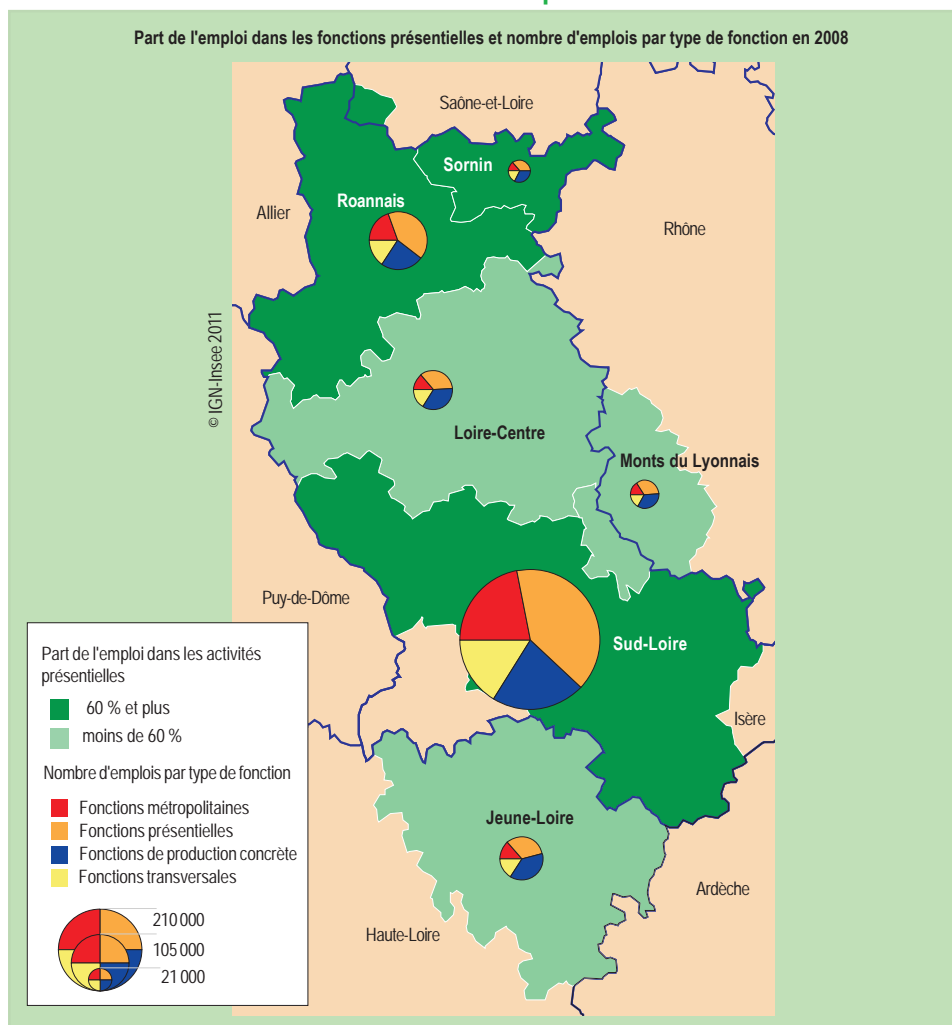
Christophe Privas

## Mutation économique de la Loire : des effets positifs récents sur l'emploi

Entre 1999 et 2008, le département de la Loire enregistre une légère reprise de l'emploi. Celle-ci fait suite à trois décennies de pertes, essentiellement dues au déclin de l'industrie qui structurait fortement le territoire. Aujourd'hui, l'économie y est plus diversifiée, les secteurs de la santé, du commerce et de la

construction composant les nouvelles sources d'emplois. Pour autant, le département demeure en retrait de la dynamique régionale. Ainsi en 2008, la Loire compte moins d'emplois qu'en 1975 (- 2,4 %) alors que Rhône-Alpes, sur la même période, enregistre une très forte augmentation (+ 32,1 %).

### Les fonctions présentes augmentent mais les fonctions de production concrète restent importantes



## 1999-2008 : une légère reprise de l'emploi dans la Loire après une longue période de baisse de l'emploi industriel

## Une polarisation de l'emploi sur Saint-Étienne et Roanne moins prononcée mais toujours bien présente

Les territoires des schémas de cohérence territoriale (SCoTs) ligériens<sup>1</sup> n'ont pas tous suivi la même trajectoire. Zone la plus touchée, le Roannais connaît une baisse continue de l'emploi. En 35 ans, ce territoire en a perdu 10 000, principalement entre 1975 et 1999. Depuis dix ans, la diminution se poursuit, même si elle s'est nettement ralentie sous l'effet des dynamiques en matière d'emploi des secteurs de la construction et du tertiaire qui commencent à compenser les pertes de l'industrie. Loire-Centre, après une période de baisse des emplois jusqu'en 1999, connaît depuis une progression mais celle-ci est encore insuffisante pour retrouver le niveau de 1975. Le Sornin vit une situation comparable, à la différence près que le retournement de tendance s'y est produit dès 1990.

Sud-Loire enregistre également une baisse du nombre d'emplois entre 1975 et 1990 (- 10 500 emplois). Cette dégradation est toutefois moins forte proportionnellement que dans les autres SCoTs ligériens. En 2008, le territoire de Sud-Loire compte un nombre d'emplois légèrement supérieur à ce qu'il était 35 ans auparavant. Ce gain d'emplois se concentre essentiellement dans les zones périurbaines, à l'image du secteur d'Andrézieux-Bouthéon où le nombre d'emplois a doublé depuis 1975. À l'inverse, les communes urbaines comme Saint-Étienne et Saint-Chamond ont un niveau d'emplois en net recul sur longue période, recul nuancé toutefois par la légère reprise observée depuis 1999.

Enfin, les Monts du Lyonnais et Jeune-Loire enregistrent une progression constante de l'emploi depuis 1982. Ces territoires profitent du desserrement urbain des agglomérations stéphanoise et lyonnaise. La disponibilité et le coût du foncier dans ces territoires en font des zones d'expansion économique attractives.

<sup>1</sup> Les territoires de projets des SCoTs (Schémas de Cohérence Territoriale) : Roannais, Sornin, Loire-Centre, Sud-Loire, Monts du Lyonnais et Jeune-Loire, voir page 4 "Pour comprendre les résultats".

En 1975, les communes de Saint-Étienne et de Roanne regroupaient 42 % des emplois et 34 % de la population de l'ensemble des SCoTs. Aujourd'hui, cette bipolarisation du territoire est moins prononcée. En 2008, ces deux villes comptent pour 34 % des emplois et 25 % de la population totale. Même si elles ont subi des pertes d'emplois importantes au cours de la période 1975-2008, leur poids dans l'organisation économique de la Loire reste important et structurant.

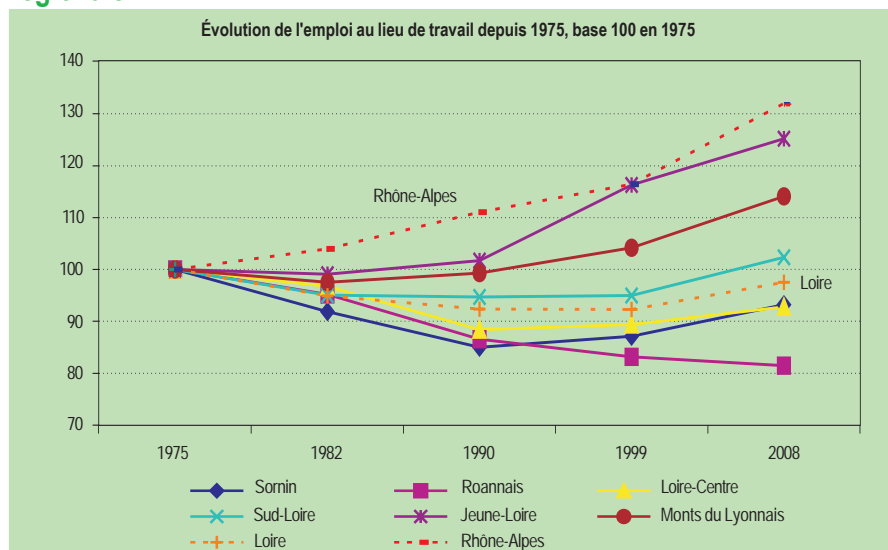
Ce sont les territoires périphériques à ces pôles qui profitent le plus de cette nouvelle géographie de l'emploi. D'une part, proposant un foncier accessible, ils bénéficient du transfert d'établissements localisés dans les grands pôles urbains. D'autre part, ils accueillent de nouvelles activités visant à satisfaire les besoins locaux des habitants récemment installés.

Les nouvelles populations de ces territoires périurbains, souvent constituées d'actifs occupés, proviennent essentiellement des villes. Ce mouvement s'est caractérisé par une diminution de la population active résidente de Saint-Étienne et de Roanne plus importante que celle des emplois. Ainsi aujourd'hui, ces deux villes offrent toujours plus d'emplois qu'elles ne comptent d'actifs occupés et l'écart s'est même accru. Ceci induit une augmentation importante des déplacements domicile-travail<sup>2</sup> entre les zones périurbaines et les villes-centres, dans un sens comme dans l'autre. À titre d'exemple, entre 1999 et 2008, les déplacements pour travailler à Saint-Étienne progressent très fortement, + 43,8 % depuis Jeune-Loire, + 40,8 % depuis le canton de Saint-Bonnet-le-Château. L'intensification des déplacements domicile-travail fait naître de nouveaux enjeux pour les territoires ligériens, notamment ceux liés à une nouvelle lecture des périmètres fonctionnels des agglomérations élargies (mise en évidence dans les débats sur l'intercommunalité dans la Loire). Ils soulignent en même temps la nécessité de conserver une attractivité économique suffisante et de développer une offre résidentielle adéquate au cœur des agglomérations.

Les territoires ligériens ont connu une transformation profonde de leur tissu économique. Ils ont évolué d'activités plutôt productives et industrielles (sphère non présente) vers des activités recentrées sur les services, en lien direct avec les besoins locaux de la population (sphère présente). La progression de la sphère présente, observée aux échelles nationale et régionale au cours des trente dernières années, concerne également le département de la Loire : la part de l'emploi présentiel y passe de 49 % en 1982 à 63 % en 2008 ; en Rhône-Alpes, cette même part est aujourd'hui de 62 %. Dans la Loire, cette mutation s'est toutefois réalisée sans

<sup>2</sup> Voir La Lettre Analyses de l'Insee Rhône-Alpes n° 166, mars 2012, "Déplacements dans la Loire : les distances parcourues augmentent davantage que dans le reste de Rhône-Alpes".

## En termes d'emploi, la Loire demeure en retrait de la dynamique régionale



Source : Insee, Recensements de la population de 1975 à 2008

## Baisse de la part de l'emploi dans la fabrication au profit des services pour l'ensemble des SCoTs

Répartition de l'emploi par fonction en 1990 et 2008													en %
Fonctions	Sornin		Roannais		Loire-Centre		Sud-Loire		Monts Lyonnais		Jeune-Loire		
	1990	2008	1990	2008	1990	2008	1990	2008	1990	2008	1990	2008	
Conception, Recherche	0,4	1,4	1,0	1,2	0,5	0,9	1,7	1,9	0,8	1,2	0,6	0,9	
Prestations intellectuelles	0,4	1,2	1,1	1,7	0,4	1,3	1,7	2,5	0,6	1,2	0,7	1,2	
Agriculture	9,2	4,6	5,2	2,8	17,1	8,3	2,6	1,4	22,7	11,1	10,6	4,6	
Bâtiment	11,5	9,6	5,7	6,6	7,5	9,2	6,7	6,8	8,7	8,7	8,3	8,9	
Fabrication	26,8	18,7	27,0	14,8	26,7	17,4	19,9	13,4	19,3	15,1	32,5	24,3	
Commerce inter-entreprises	2,1	2,8	2,6	3,3	2,5	2,6	2,9	3,3	1,8	2,3	1,9	2,2	
Gestion	6,5	8,1	10,3	12,0	6,7	8,3	12,6	12,7	7,1	9,0	7,4	8,3	
Transport, Logistique	8,2	8,0	7,7	7,3	6,6	8,3	8,9	8,4	5,8	8,3	6,8	7,5	
Entretien, Réparation	8,4	9,3	7,3	8,1	8,0	8,1	8,9	7,8	6,4	8,2	7,3	8,3	
Distribution	8,2	8,1	7,9	9,4	7,3	7,0	8,0	8,1	6,1	6,1	6,5	7,0	
Services de proximité	6,4	10,2	6,2	10,0	6,4	9,7	6,2	8,9	6,3	9,8	6,1	9,6	
Éducation, Formation	5,4	6,0	4,6	4,7	3,4	4,5	5,4	5,6	5,2	5,7	4,8	5,9	
Santé, Action sociale	3,5	6,4	6,0	9,5	3,7	8,1	7,0	10,3	6,0	8,1	3,0	5,8	
Culture, Loisirs	0,5	1,4	0,8	1,3	0,5	1,4	0,9	1,6	0,6	1,2	0,5	1,0	
Administration publique	2,6	4,1	6,6	7,3	2,8	4,8	6,7	7,3	2,7	4,0	2,9	4,5	
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	

Source : Insee, Recensements de la population 1990 et 2008

### Le modèle économique ligérien tend à se rapprocher de celui de la région

progression significative de l'emploi, les activités d'une sphère compensant celles de l'autre.

Ces changements permettent aux Ligériens de continuer à disposer d'une offre de services<sup>3</sup> équivalente à celle de l'ensemble des habitants de la région. Pour autant, les SCoTs ligériens ne sont pas tous dans la même situation. Pour les zones les plus urbaines (Sud-Loire et Roannais), la part de l'emploi présentiel est nettement prépondérante et proche du niveau régional. En 1982, la zone de Sud-Loire, comparée aux grandes agglomérations de la région, avait un déficit relatif d'emplois présents : 52 % contre 57 %. En 2008, ce retard s'est totalement estompé ; les parts de cette sphère sont respectivement de 65 % et 63 %. Avec 45 % en 1982, le Roannais, qui accusait un retard plus important encore, se trouve désormais dans la moyenne. Pour les autres SCoTs, plus ruraux, les emplois dans les activités présentes sont en forte progression, mais toujours en léger retrait comparativement à la région ou à l'ensemble de ses territoires ruraux. Ce décalage persistant s'explique par le poids des activités industrielles,

lesquelles demeurent encore un élément de structuration de ces territoires.

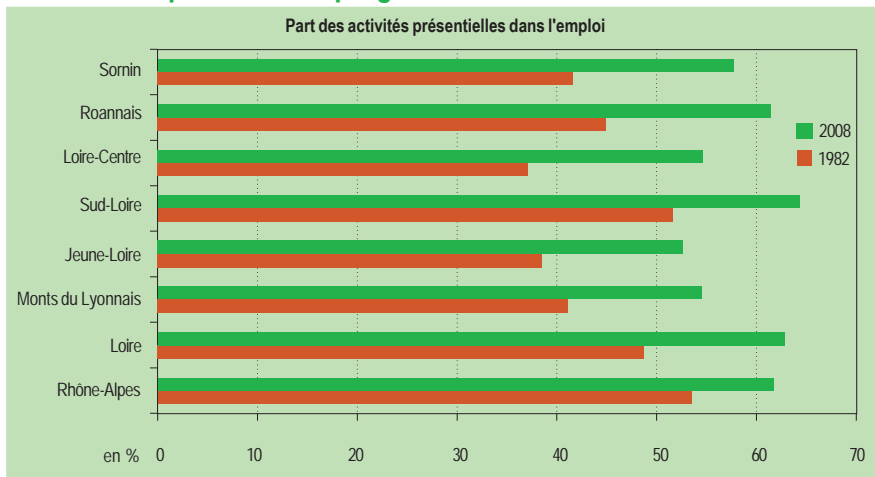
À un niveau plus fin, la zone d'Andrézieux-Bouthéon a connu une évolution atypique : un accroissement important du nombre d'emplois, accompagné d'un rééquilibrage entre les deux sphères. La part des activités destinées à satisfaire les besoins locaux d'une population grandissante est passée de 36 % en 1982 à 50 % en 2008. Ce niveau actuel, en deçà des moyennes ligérienne et régionale, montre que, pour les besoins de sa population, ce territoire est toujours très intégré à l'agglomération stéphanoise.

Le glissement d'une structure économique à une autre a modifié le paysage des entreprises ligériennes. Les établissements industriels sont désormais moins nombreux bien qu'ils restent proportionnellement un peu plus présents que dans certaines zones comparables de la région. La moindre concentration des entreprises et de l'emploi dans un nombre limité de secteurs d'activité est un élément qui peut permettre à ce territoire d'être moins exposé aux aléas économiques. La Loire, après avoir subi une forte désindustrialisation, semble aujourd'hui, de par la diversité de son tissu économique, plus adaptée aux contraintes externes. Néanmoins, certains territoires font encore exception. C'est par exemple le cas du Roannais. Dans ce territoire, le secteur industriel est fortement lié aux entreprises Michelin et Nexter Systems, entreprises dont l'importance se caractérise aussi bien par le nombre d'emplois de leurs établissements que par ceux qui en dépendent dans les PME locales.

Les taux de dépendance<sup>4</sup> du Roannais et de Sud-Loire restent élevés (respectivement 45 % et 49 %). La présence de grands groupes est un atout pour le territoire lorsque l'économie est dynamique mais a contrario, en période de crise, elle rend celui-ci

<sup>3</sup> Voir La Lettre Analyses de l'Insee Rhône-Alpes n° 167, mars 2012, "Commerces et services dans la Loire : vers une adaptation au vieillissement de la population et aux enjeux du Grenelle".

### Les activités présentes progressent dans tous les territoires



Source : Insee, Recensements de la population 1982 et 2008

## Une structure économique encore marquée par la fabrication

## Une croissance des fonctions services et santé-action sociale

plus fragile. Les récentes fermetures ou réductions d'activité dans la Vallée du Gier, à l'image de Thyssenkrupp Mavilor à l'Horme et Siemens VAI Metals à Saint-Chamond, illustrent ce phénomène. Les quatre autres territoires périurbains ou ruraux ligériens ont des taux de dépendance externe équivalents, entre 30 % et 35 %, ce qui est la traduction d'une moins grande attractivité économique mais aussi d'une certaine autonomie.

La répartition des professions par grandes fonctions permet de compléter l'approche classique de l'emploi par secteur d'activité. La structure économique par fonction du département reste marquée par la fabrication malgré une nette baisse de celle-ci. L'emploi dans cette fonction passe de 21,9 % en 1990, puis 18,4 % en 1999, à 14,1 % en 2008 contre 16,9 %, 14,4 % et 11,5 % pour Rhône-Alpes.

Ce recul est compensé sur la même période par la progression des fonctions santé-action sociale, services de proximité et dans une moindre mesure des fonctions de prestations intellectuelles, fonction publique, gestion. Ce mouvement a connu des amplitudes différentes selon les territoires. Les zones d'Andrézieux-Bouthéon et de Jeune-Loire où le niveau d'emploi a le plus progressé, ont su conserver un haut niveau d'emploi de fabrication tout en développant des fonctions à destination des populations présentes. Ainsi le territoire de Jeune-Loire regroupe encore 24,3 % des actifs occupés dans la fabrication et connaît une

progression de trois points des services de proximité et des fonctions de santé-action sociale.

Globalement, les territoires ligériens ont encore des difficultés en termes d'attractivité économique. Plusieurs indicateurs mettent en relief les freins au développement de l'activité. D'une part, les fonctions parmi les plus innovantes restent en retrait, comme la conception-recherche, les prestations intellectuelles ou même la gestion. Elles constituent généralement un vivier de cadres des fonctions métropolitaines, lesquels sont moins présents dans la Loire qu'ils ne le sont à proximité, dans la métropole lyonnaise. D'autre part, le département souffre d'un léger déficit de créations d'établissements par rapport au reste de la région.

Les territoires de la Loire sont inscrits dorénavant dans un fonctionnement beaucoup plus proche du profil régional. Leur résilience<sup>5</sup> s'est ainsi accentuée et pourrait se poursuivre avec un regain démographique qui s'amorce.

Les spécificités qu'ils conservent notamment dans la prégnance du tissu industriel peuvent jouer un rôle positif dans les perspectives d'évolution d'une économie globale plus durable, laissant une place large aux capacités de production locale. L'intégration de plus en plus marquée des territoires de la Loire dans le fonctionnement métropolitain constitue de ce point de vue une potentialité réelle. ■

<sup>5</sup> Résilience : en économie, la résilience est la capacité à revenir sur la trajectoire de croissance après avoir encaissé un choc.

### Pour comprendre les résultats :

Le **zonage utilisé dans cette étude** est proche de celui des six territoires de SCoTs ou de projets de SCoTs dénommés ligériens ici. La composition précise des zones, arrêtée avec la DDT de la Loire pour les besoins d'un ensemble d'études, est disponible en annexe électronique de la Lettre sur le site internet de l'Insee.

Le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)** est un document d'urbanisme qui fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les

orientations fondamentales de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles.

Les sources utilisées sont les Recensements de la population de 1975 à 2008.

Les grilles d'analyse par **fonction** et par **sphère économique** sont disponibles sur le site internet de l'Insee à la rubrique "Définitions et méthodes/Grilles d'analyse".

### Pour en savoir plus :

- "Commerces et services dans la Loire : vers une adaptation au vieillissement de la population et aux enjeux du Grenelle", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses*, n° 167, mars 2012.
- "Déplacements dans la Loire : les distances parcourues augmentent davantage que dans le reste de Rhône-Alpes", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses*, n° 166, mars 2012.
- "Population des territoires ligériens : des dynamiques différentes, mais des destins liés", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses*, n° 142, avril 2011.

**INSEE Rhône-Alpes**  
165, rue Garibaldi - BP 3184  
69401 Lyon cedex 03  
Tél. 04 78 63 28 15  
Fax 04 78 63 25 25

**Directeur de la publication :**  
Pascal Oger

**Rédacteur en chef :**  
Thierry Geay

**Pour vos demandes d'informations statistiques :**

- site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- n° 0 972 724 000 (lundi au vendredi de 9h à 17h)
- message à [insee-contact@insee.fr](mailto:insee-contact@insee.fr)

**Imprimeur :** Graphiscann  
**Dépôt légal n° 1004, mars 2012**  
**© INSEE 2010 - ISSN 1763-7775**